

Note de synthèse

# République Démocratique du Congo (RDC) : profil macro-économique et commercial

## Opportunités et enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECA

Prachi Agarwal

---

Janvier 2022



Série de documents de politique de l'ODI-GIZ sur la ZLECA

### Messages clés

---

- Le produit intérieur brut (PIB) de la République démocratique du Congo (RDC) a connu une croissance annuelle de 5,9 % en moyenne de 2015 à 2019, soutenue par des prix internationaux favorables pour les exportations de marchandises du pays. En 2020, dans un contexte de Covid-19, la croissance du PIB a ralenti à 1,7 %. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance progressive de l'économie de la RDC entre 4,9 % et 6,6 % de 2021 à 2023.
- Le commerce a joué un rôle important dans l'économie de la RDC, représentant 43 % du PIB en moyenne par an de 2011 à 2020. Les exportations sont presque entièrement composées de minerais, qui étaient principalement destinés à l'Afrique du Sud, à la Chine et à la Tanzanie. Il est possible de soutenir l'exportation de produits du bois, de minéraux transformés et de fèves de cacao, compte tenu de la demande mondiale croissante et/ou de l'efficacité de la RDC pour ces produits.
- Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en RDC est passé de 1,3 milliard de dollars en 2003 à 25,6 milliards de dollars en 2019, grâce aux investissements dans le secteur minier et les industries de téléphonie mobile. En 2020, la RDC a attiré de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables et l'industrie agroalimentaire.
- La RDC a été un exportateur net vers l'Afrique. L'importance du commerce intra-africain total de biens (exportations + importations) a baissé à 38 % à partir de 2019, contre environ 53 % entre 2015 et 2018. La RDC exportait principalement des produits chimiques et des métaux vers l'Afrique, tandis qu'elle importait surtout des minéraux, des produits chimiques, des pièces de machines et des équipements électriques.

- La RDC doit encore ratifier l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et travaille actuellement à la finalisation d'une stratégie nationale de la ZLECA. Un accord commercial tripartite avec la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pourrait faciliter l'adoption de la ZLECA en simplifiant les contrôles aux frontières et en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires.

## Remerciements

---

L'auteur tient à remercier Sherillyn Raga, Maximiliano Mendez-Parra, Dirk Willem te Velde et Kindye Atnafu Adugna pour leurs commentaires sur les versions précédentes du rapport. L'auteur est reconnaissant pour le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement allemand. Les opinions présentées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la GIZ, du gouvernement allemand ou de l'ODI. Les commentaires sont les bienvenus à l'adresse [p.agarwal@odi.org.uk](mailto:p.agarwal@odi.org.uk).

### À propos de cette publication

Ce document vise à informer les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé et les experts non ZLECA, sur la situation économique actuelle de la RDC et la mise en œuvre de la ZLECA. Le document est structuré comme suit. La section 1 traite du développement socio-économique récent de la RDC, suivi du paysage commercial et de l'environnement d'affaires du pays (section 2). La section 3 présente la performance du commerce intra-africain de la RDC et le statut de la mise en œuvre de la ZLECA. La dernière section résume l'analyse du document par une présentation SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces).

Ce document fait partie de la série de documents de politique de l'ODI-GIZ dans le cadre d'un projet plus vaste intitulé : « Programme de soutien de la GIZ à la ZLECA ». Ce programme soutient les partenaires de la GIZ aux niveaux continental (Commission de l'UA, Secrétariat de la ZLECA), régional (actuellement la Communauté est-africaine, CEA et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO ; le projet de Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC) et national dans les négociations et la mise en œuvre de la ZLECA.

Avertissement : le contenu de cette publication a été produit rapidement afin de fournir des idées et des analyses préliminaires sur un thème donné. Il a été relu et édité, mais les processus rigoureux habituels n'ont pas nécessairement été appliqués.

### À propos de l'auteur

Prachi Agarwal est agent de recherche principal à l'ODI.

# 1 Développements socio-économiques récents

La RDC est le plus grand pays d'Afrique subsaharienne par sa superficie et jouit d'une position stratégique, partageant une frontière commune avec neuf pays.<sup>1</sup> Le pays est doté de ressources naturelles, notamment : des minéraux tels que le cobalt, le cuivre, l'étain et le tungstène ; un potentiel hydroélectrique ; des terres arables ; une population jeune et nombreuse ; et une immense biodiversité (Banque mondiale, 2021a).

Toutefois, le pays est confronté à plusieurs défis. Il compte la troisième plus grande population de pauvres au monde, avec environ 60 millions de personnes vivant avec moins de 1,9 dollar par jour en 2018 (Banque mondiale, 2021a) (tableau 1). L'économie dépend des exportations de minéraux, ce qui la rend vulnérable à la volatilité des prix internationaux des marchandises. Par exemple, l'économie a connu une croissance moyenne de 12 % par an pendant le boom des prix des marchandises au cours de la période 2001-2015, mais a ralenti de 2,1 % à la suite de la baisse des prix des minéraux en 2016-2017. L'économie de la RDC est également vulnérable aux épidémies, comme cela a été observé lors du ralentissement de la croissance en 2019<sup>2</sup> (de 5,8 % à 4,4 %) dans le cadre de l'épidémie de virus Ebola. La croissance a rebondi en 2018 pour atteindre 5,8 %, mais s'est à nouveau contractée à 4,4 % en 2019 (Banque mondiale, 2021b ; BAD, 2021 ; ITA, 2021). Néanmoins, l'économie de la RDC a connu une croissance supérieure à celle de ses homologues d'Afrique subsaharienne (5,6 % contre 1,4 %) en moyenne au cours des cinq dernières années (2015-2019). Au niveau sectoriel, la contribution la plus élevée (en termes de valeur ajoutée) au PIB est venue du secteur des services (33,8 %), suivi du secteur manufacturier (18,7 %), au cours de la même période (Banque mondiale, 2021).

À la suite de la pandémie de Covid-19 en 2020, les mesures de distanciation sociale et les confinements imposés par le gouvernement ont stoppé le secteur manufacturier, entraîné la fermeture de plusieurs entreprises et affaibli la demande dans les secteurs des services de transport, de la fabrication et du commerce de détail en RDC (Banque mondiale, 2021b ; BAD, 2021 ; ITA, 2021). De manière surprenante, contrairement aux contractions du PIB observées dans la plupart des pays pendant la pandémie, l'économie de la RDC a ralenti mais a tout de même enregistré une croissance de 1,7 % pendant la pandémie en 2020. Cette croissance a été soutenue par la croissance du secteur minier (de 9,7 %) en raison des prix internationaux favorables des marchandises. Il convient de noter que le secteur minier est resté ouvert et fonctionnel pendant le confinement, de sorte que sa production a dépassé les prévisions initiales (FMI, 2021a).

---

<sup>1</sup> Ses voisins limitrophes sont le Soudan du Sud et la République centrafricaine au nord, la Tanzanie, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda à l'est, la République du Congo à l'ouest et l'Angola et la Zambie au sud.

<sup>2</sup> Principalement en raison d'une épidémie de virus Ebola (épidémie de maladie à virus Ebola) qui a débuté en 2018 et s'est aggravée au cours de l'année 2019.

Le gouvernement a répondu à la pandémie par une enveloppe de 2 milliards de dollars, soit 4 % du PIB<sup>3</sup>(FMI, 2021b), dont une grande partie a été consacrée à un nouveau programme d'éducation gratuite pendant la pandémie. En raison d'une augmentation des dépenses sociales associée à une réduction des recettes fiscales, le déficit budgétaire s'est légèrement creusé pour atteindre 2,1 % du PIB en 2020 dans le contexte de la pandémie. Le financement monétaire du déficit budgétaire a contribué aux pressions inflationnistes (BAD, 2021 ; FMI, 2021a) (tableau 2).

Les prévisions économiques à court terme restent tributaires de l'endiguement de la pandémie et de la stabilité politique. Le FMI prévoit un taux de croissance positif de 4,9 % en 2021 à 6,6 % en 2023, soutenu par un boom attendu dans le secteur minier, et la reprise des projets d'investissement publics et privés (FMI, 2021a).

**Tableau 1 Données nationales et indicateurs sociaux de la RDC**

Capitale : Kinshasa			
Superficie : 2,34 millions km <sup>2</sup> de superficie située en Afrique centrale			
Langues : français, lingala, kiswahili, kikongo, tshiluba			
Religions : Christianisme, Islam			
Monnaie ; taux de change : franc congolais 1 972 CDF = 1 USD (2020)			
	2000	2010	2020/Dernière année disponible
Population (millions)	47,1	64,5	89,6
Taux de dépendance (%) <sup>1</sup>	89,2	89,1	86,3
Espérance de vie (années)	50	56,9	60,7 <sup>2</sup>
Nombre moyen d'années de scolarité	7,0	9,2	9,7 <sup>2</sup>
RNB par habitant (en dollars constants PPA 2017)	740	830	1 100
Taux de pauvreté (% de la population vivant avec moins de 1,9 \$ par jour, PPA 2011)	94,3 <sup>3</sup>	77,2 <sup>4</sup>	73,1 <sup>5</sup>
Taux de chômage (%)	2,9	4,0	4,6
Indice d'inégalité entre les sexes <sup>5</sup>	-	0,661	0,617 <sup>2</sup>
Indice de développement humain <sup>6</sup>	0,349	0,435	0,480 <sup>2</sup>

Notes : 1 taux de dépendance des jeunes (0-14 ans) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans) ; 2 à partir de 2019 ; 3 à partir de 2004 ; 4 à partir de 2012 ; 5 prévision de la Banque mondiale ; 6 score plus élevé = plus grande inégalité entre les sexes ; 7 score plus élevé = meilleur développement humain ; RNB = revenu national brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

Sources : FMI (2021a) ; PNUD (2020) ; UNDESA-PD (2019) ; Banque mondiale (2021a ; 2021b ; 2021c).

<sup>3</sup> La base de données du FMI (2021b) comprend des estimations des ressources budgétaires allouées ou prévues en réponse à la pandémie de Covid-19 depuis janvier 2020, couvrant la mise en œuvre en 2020, 2021 et au-delà.

**Tableau 2 Performances et prévisions macroéconomiques et financières sélectionnées**

	2019	2020	2021p <sup>4</sup>	2022p	2023p
PIB réel (croissance en %)	4,4	1,7	4,9	5,6	6,6
Prix à la consommation (moyenne de la période, croissance en %)	4,7	11,4	9,4	6,4	6,6
Recettes publiques et subventions, exercice financier <sup>1</sup> (% du PIB)	10,1	8,7	10,2	11,4	12,2
Dépenses publiques, exercice financier (% du PIB)	12,9	11,9	12,9	13,4	14,2
Solde budgétaire global, exercice financier (% du PIB)	-2,0	-2,1	-1,7	-1,2	-1,1
Dette publique, garanties comprises (% du PIB)	14,0	14,4	14,6	15,5	16,0
Crédit au secteur non gouvernemental (croissance en %)	34,7	44,6	24,1	17,3	17,1
Solde du compte courant (% du PIB)	-3,2	-2,2	-2,1	-1,8	-1,5
Réserves internationales brutes (mois d'importations potentielles)	3,0	1,9	3,4	4,6	5,3

Note : « p » indique une prévision. 1. Correspond à l'exercice financier

Sources : FMI (2021a).

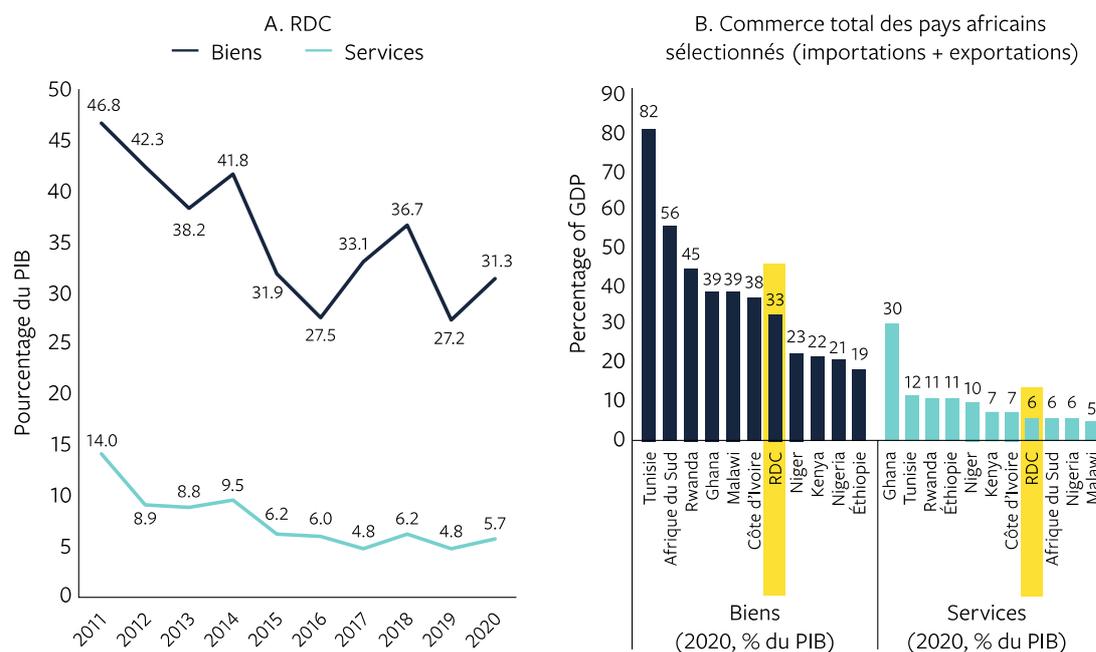
## 2 Paysage commercial et environnement d'affaires

### 2.1 Paysage commercial

Le commerce a joué un rôle important dans l'économie congolaise et a représenté une part de 43 % du PIB en moyenne par an au cours de la dernière décennie. Ces dernières années, la RDC a été un exportateur net de biens et un importateur net de services, en particulier avec ses 10 principaux partenaires commerciaux. En 2019, le total des échanges de biens et de services s'élevait à 24,6 milliards de dollars (soit 32 % du PIB), mais il a légèrement baissé de 4,0 % à 23,62 milliards de dollars et a contribué à 37 % du PIB en 2020 dans un contexte de la pandémie.

L'importance du commerce en pourcentage du PIB, tant pour les biens que pour les services, a diminué ces dernières années. Par exemple, le commerce de biens représentait 46,8 % du PIB en 2011 (figure 1) et a diminué à 27,2 % en 2019. De même, le commerce de services représentait une part de 14 % du PIB en 2011 et est tombé à 4,8 % en 2019. Par rapport à certains pays africains, le commerce de biens reste relativement plus important que celui des services (figure 1). En 2020 et en termes absolus (dollars US courants), une croissance a été enregistrée dans les exportations de biens (de 5,5 %), les exportations de services (1,4 %) et les importations de services (19,1 %), tandis que les importations de biens ont chuté de 23,5 %.

**Figure 1 Commerce total de la RDC et de certains pays africains (exportations + importations) en biens et services (en % du PIB)**



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la Banque mondiale (WDI).

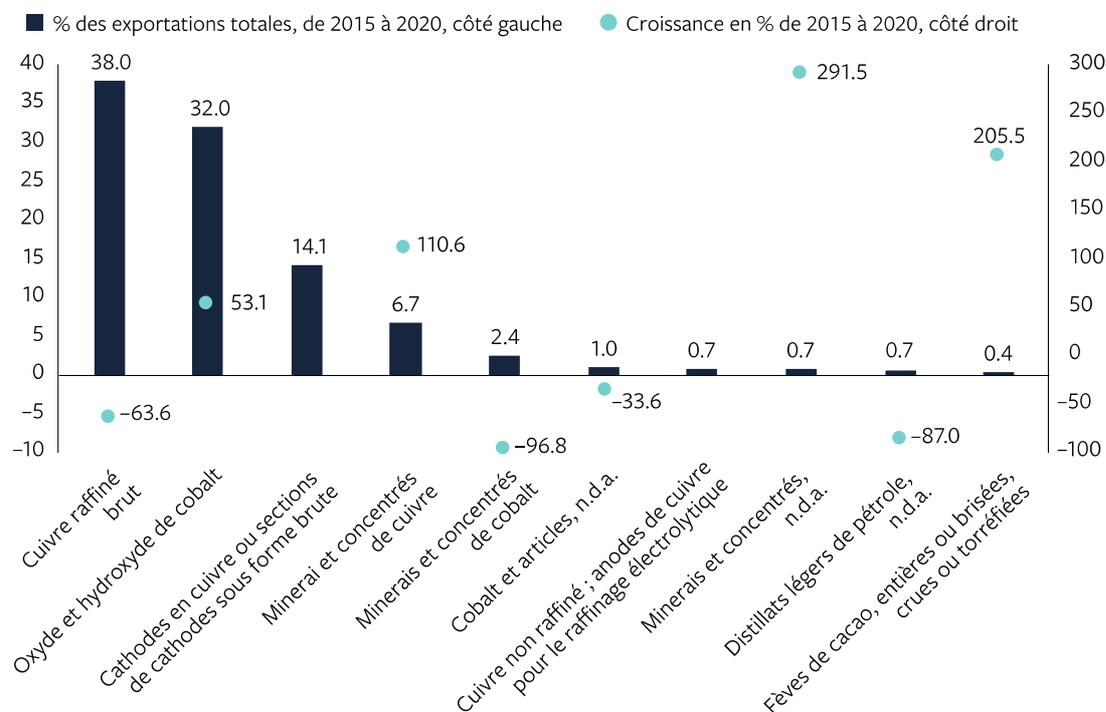
Par produit, les principales exportations de biens de la RDC se sont concentrées sur les minerais tels que les minerais de cobalt et de cuivre et leurs produits, représentant ensemble environ 95 % des exportations totales de 2015 à 2019, en plus des distillats légers de pétrole et des fèves de cacao (figure 2). La RDC est le plus grand exportateur de cobalt au monde. Une forte croissance des exportations de 2015 à 2019 a été observée dans les minerais et concentrés (291,5 %),<sup>4</sup> et dans les fèves de cacao (205,5 %) bien qu'ils constituent une part de moins de 1 % dans le panier d'exportation congolais, ainsi que dans les autres minerais divers (figure 2). De 2015 à 2020, la majorité des exportations congolaises étaient destinées aux partenaires régionaux que sont l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie, et aux partenaires extrarégionaux que sont la Chine et les Émirats arabes unis (EAU) (figure 3). Notamment, les exportations vers la Chine ont augmenté de 502,2 % de 2015 à 2020, soit un taux annuel moyen de 43,2 % depuis 2015.

Du côté des importations, la RDC a importé du papier timbré ou bond (17 % des importations totales), des produits chimiques (6,8 %), des médicaments (3 %), du blé (1,6 %) et des pièces et composants de machines lourdes (1,2 %). En termes absolus (dollars US courants), les importations de la RDC de la plupart de ces produits ont diminué entre 2015 et 2019. Environ 75 % de toutes les importations au cours de cette période provenaient des États-Unis (19 %), de la Chine (18 %), de l'Afrique du Sud (14 %), de l'Inde (5 %), des membres de l'UE, du Royaume-Uni (RU) et des EAU. Notamment, les importations de produits pharmaceutiques par la RDC en 2020 ont diminué de 67 % (par rapport à une valeur maximale de 510 millions de dollars en 2019 dans le contexte de l'épidémie de virus Ebola), par

<sup>4</sup> À l'exclusion des minerais et des concentrés de fer, de manganèse, de cuivre, de nickel, de cobalt, d'aluminium, de plomb, de zinc, d'étain, de chrome, de tungstène, d'uranium, de thorium, de molybdène, de titane, de niobium, de tantale, de vanadium, de zirconium et de métaux précieux.

rapport à une hausse des importations par d'autres pays<sup>5</sup> pour répondre à la demande intérieure accrue pendant la pandémie de Covid-19 (ITC, 2020).

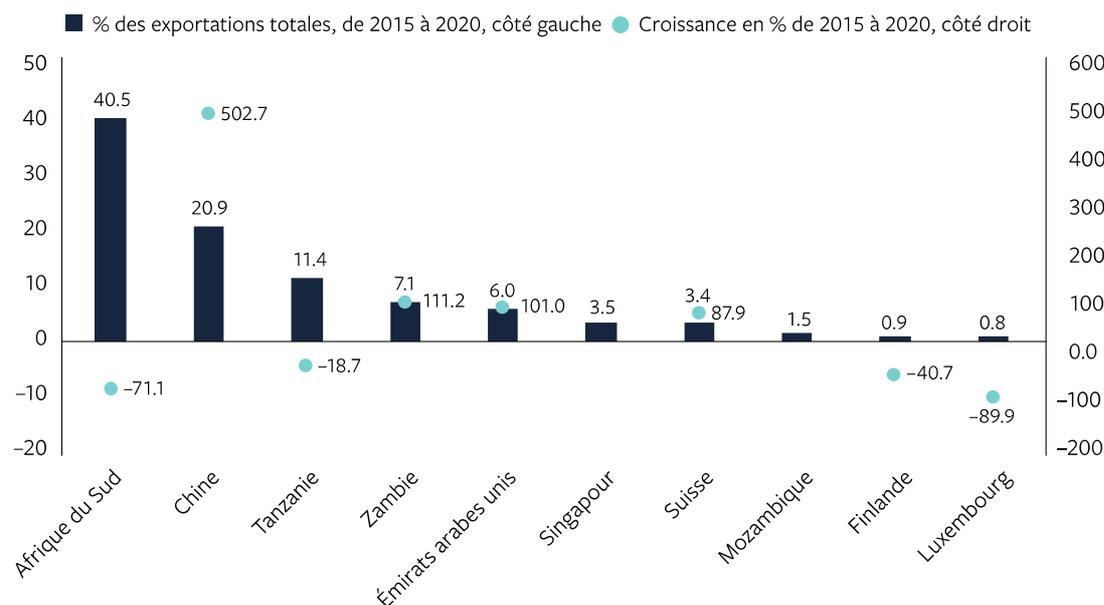
**Figure 2 Principaux produits d'exportation de la RDC (% des exportations totales, moyenne 2015-2019)**



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la World Integrated Trade Solution (WITS) (catégorie de produits à 6 chiffres).

<sup>5</sup> Par exemple, les importations de produits pharmaceutiques ont augmenté de 139 % pour le Niger, 95 % pour le Nigeria, 29 % pour la Tanzanie et 24 % pour le Kenya (ITC, 2021).

**Figure 3 Les 10 premières destinations d'exportation de la RDC**



Source : calculs de l'auteur basés sur la base de données de la WITS.

Nous étudions l'efficacité (en termes d'avantage comparatif révélé ou ACR) et la demande mondiale (de tous les pays) des 25 principaux produits exportés par la RDC (représentant 99 % des exportations totales de la RDC) au cours de la période 2015-2020. Les produits qui peuvent être soutenus par la promotion ou l'intervention à l'exportation pour accroître la compétitivité et répondre à la hausse de la demande mondiale, ainsi que les produits dont la demande mondiale est en baisse, sont présentés dans le tableau 3.

**Tableau 3 Produits d'exportation pour la promotion et l'intervention ciblée**

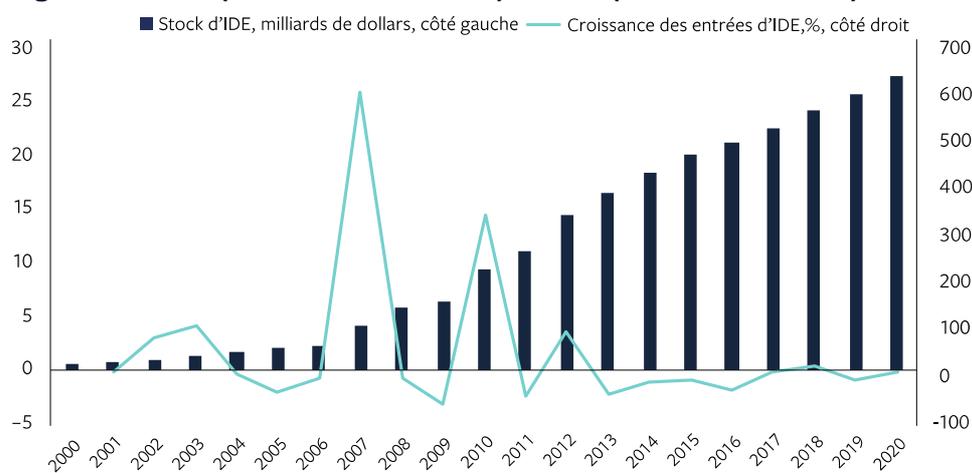
	<b>Augmentation de l'ACR (par exemple, pour la promotion, la facilitation des exportations)</b>	<b>Diminution de l'ACR (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)</b>
<b>Augmentation de la demande mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bois tropical brut, non traité</li> <li>Minerai et concentrés de cuivre</li> <li>Mattes de cuivre, cuivre cimenté</li> <li>Déchets et débris de cuivre</li> <li>Plantes utilisées en parfumerie, produits pharmaceutiques ou insecticides</li> <li>Huiles de pétrole et de minéraux bitumineux (non brutes ; huiles et préparations non légères)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bois tropicaux bruts, bois scié/désossé longitudinalement</li> <li>Chars et autres véhicules blindés de combat</li> <li>Poussière de zinc</li> <li>Minerais de niobium, tantale et vanadium</li> <li>Cobalt et articles en cobalt</li> <li>Cuivre, raffiné et brut</li> <li>Oxydes et hydroxydes de cobalt</li> </ul>
<b>Diminution de la demande mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fèves de cacao entières ou brisées, crues ou torréfiées</li> <li>Bois brut, non compris ailleurs</li> <li>Or, sous forme brute</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Café, même torréfié ou décaféiné</li> <li>Minerais et concentrés, non inclus ailleurs</li> <li>Minerais et concentrés de cobalt</li> </ul>

Source : compilation de l'auteur basée sur la base de données de la WITS.

## 2.2 Investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers (IDE) en RDC entre 2000 et 2020 ont atteint un pic dans les années 2003, 2007, 2010 et 2012. Le stock d'IDE est passé de 1,3 milliard de dollars en 2003 à 14,4 milliards de dollars en 2012 et à 25,6 milliards de dollars en 2019, grâce aux investissements dans le secteur minier et les industries de téléphonie mobile (OMC, 2016) (figure 4). Les IDE dans l'activité minière se sont concentrés sur le cobalt, ainsi que sur le lithium, le nickel et le cuivre qui sont principalement utilisés dans la production de smartphones et de batteries de véhicules électriques (CNUCED, 2020). En 2019, la RDC a également reçu d'importants nouveaux investissements chinois dépassant 1,5 milliard de dollars, liés à des projets manufacturiers nationaux (CNUCED, 2020).

**Figure 4 Stock (milliards de dollars) et flux (croissance en %) d'IDE**



Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la CNUCED.

Malgré les défis politiques et économiques posés par la pandémie de Covid-19 en 2020, les entrées d'IDE ont augmenté de 10,7 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,65 milliard de dollars, grâce à de nouveaux investissements dans le secteur des télécommunications de la part d'entreprises multinationales ayant leur siège en Chine, en Égypte, aux EAU et aux États-Unis (CNUCED, 2021 ; FDI intelligence, 2021). Certains de ces nouveaux investissements ont également pris la forme de projets d'énergie solaire visant à réduire la dépendance du pays à l'égard des sources d'énergie non renouvelables<sup>6</sup> (CNUCED, 2021 ; FDI Intelligence, 2021). Un autre grand projet d'investissement sur site vierge a été attiré par le secteur minier.<sup>7</sup> Pour atteindre les objectifs de durabilité, ledit projet minier sera alimenté par l'hydroélectricité renouvelable du fleuve Congo, soutenue par la Société nationale d'électricité, dans le cadre d'un accord de partenariat public-privé.<sup>8</sup>

Les nouvelles opportunités d'investissement continuent de se concentrer dans le secteur de l'électricité de la RDC qui vise à atteindre une électrification de 59 % du

<sup>6</sup> L'un des projets provient de la société Sun Plus, basée aux États-Unis, et intitulé « Kinshasa Solar City », avec une capacité cumulée de 1 000 MWp (Afrik21, 2020a) ; et l'autre de DPA Africa Asset, basée à Maurice, qui fournira de l'énergie solaire au pays sur la base de contrats de location de panneaux solaires photovoltaïques et de systèmes de stockage d'électricité (Afrik21, 2020b).

<sup>7</sup> L'IDE est venu de la société canadienne Ivanhoe Mining Company, d'une valeur d'environ 360 millions de dollars (CNUCED, 2021), pour explorer des mines de cuivre souterraines à Kamao-Kakula.

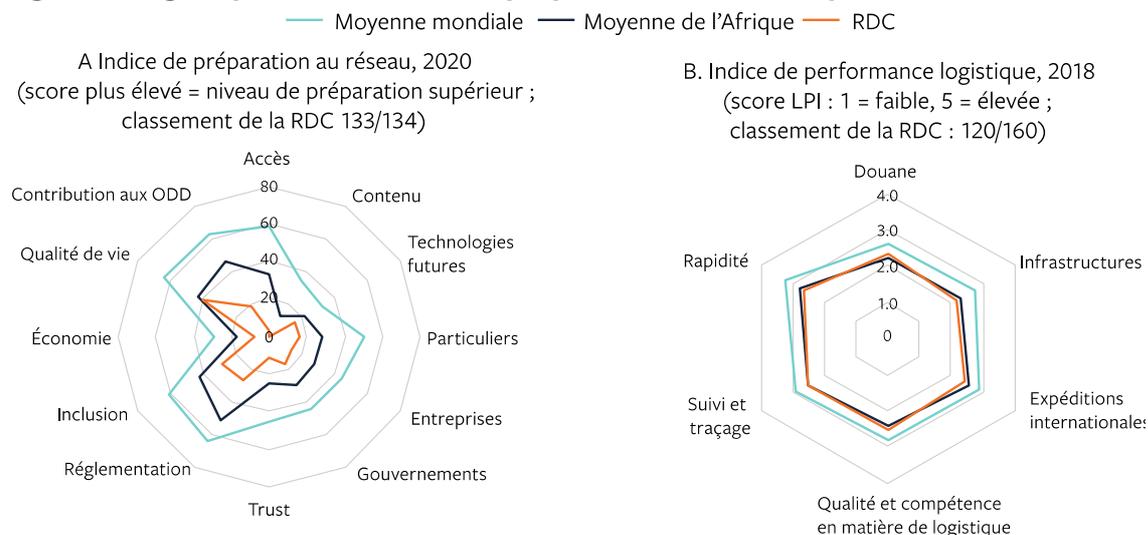
<sup>8</sup> Plus d'informations sur : <https://ivanhoemines.com/news/2021/kamao-copper-extends-existing-financing-agreement-with-drcs-state-owned-power-company-to-facilitate-the-upgrade-of-turbine-5-at/>

pays d'ici 2030. Avec la libéralisation du secteur en 2014 et la commercialisation de l'entreprise publique d'électricité, le secteur peut attirer des IDE pour améliorer la capacité et la distribution d'électricité, ainsi que pour développer des sources d'énergie alternatives (ANAPI, 2019). De même, l'industrie agroalimentaire a un grand potentiel pour attirer les IDE afin d'améliorer la sécurité alimentaire du pays, en se concentrant sur la production de cultures vivrières et pérennes, ainsi que sur les produits de la pêche, de la volaille et de la viande (ibid.). À cette fin, 22 nouveaux parcs agro-industriels ont également été développés par le gouvernement. Enfin, il existe également des possibilités d'IDE dans les secteurs des infrastructures, des mines et des hydrocarbures (ANAPI, 2019).

## 2.3 Environnement d'affaires

La RDC est mal classée, au 34<sup>e</sup> rang sur 35 pays africains et au 133<sup>e</sup> rang sur 134 pays, couverts par l'indice de préparation en réseau 2020 (figure 5A). Malgré le mauvais classement général, la RDC a obtenu de meilleurs résultats que certains homologues africains en termes de technologies futures, de préparation des individus, d'inclusion dans la gouvernance et de qualité de vie. La RDC a également obtenu de meilleurs résultats par rapport à 29 pays (dont d'autres membres de l'UA) dans l'évaluation des politiques et des institutions nationales de 2019 de la Banque mondiale, notamment en ce qui concerne le renforcement des ressources humaines, l'environnement réglementaire des entreprises, la politique d'endettement, l'efficacité de la mobilisation des recettes et la qualité de l'administration publique.

**Figure 5 Logistique commerciale et préparation au numérique**



Note : les scores agrégés (monde et UA) sont basés sur une moyenne simple.

Sources : figure 5.A données basées sur networkreadiness.org ; figure 5.B données basées sur la base de données de la Banque mondiale.

Cependant, la RDC est confrontée à plusieurs défis qui continuent de restreindre les flux commerciaux. En 2018, la RDC se classait au 120<sup>e</sup> rang sur 160 pays en termes de logistique commerciale (figure 5B). Bien que la RDC ait obtenu des résultats relativement meilleurs en termes de qualité et de compétence logistique (100<sup>e</sup>) et de douane (108<sup>e</sup>), il semble y avoir plus de difficultés concernant la rapidité (133<sup>e</sup>), l'infrastructure (132<sup>e</sup>) et les expéditions (127<sup>e</sup>). Plus précisément, le mauvais état du système de transport se traduit par une faible connectivité entre le centre et la périphérie du pays ; la faiblesse des infrastructures de soutien, associée

## Note de synthèse de l'ODI

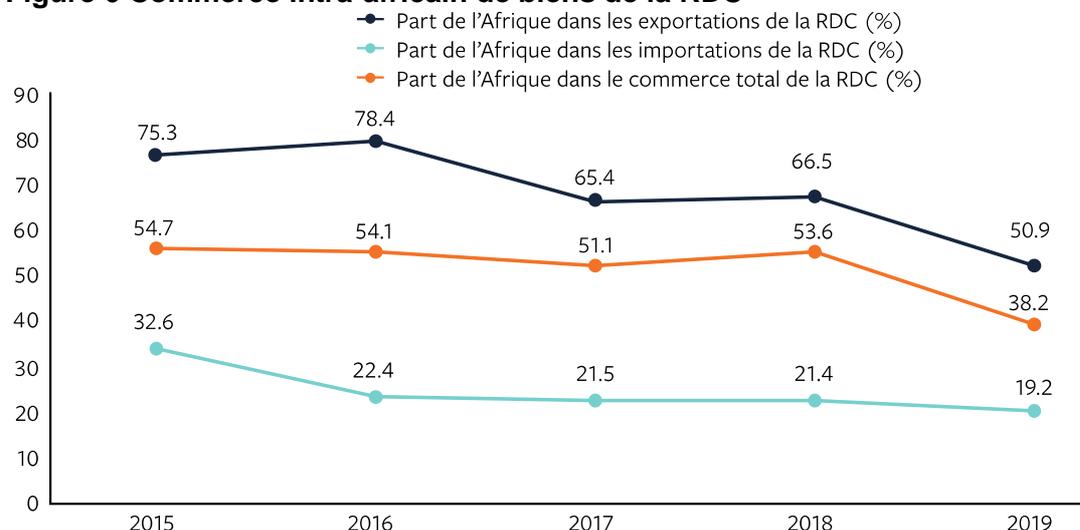
à des cas de corruption et de mauvaise gestion de la gouvernance, décourage le commerce et les investissements dans le pays (ITA, 2021 ; OMC, 2016).

## 3 Performance du commerce intra-africain et ZLECA

### 3.1 Contexte : commerce de biens de la RDC avec l'Afrique

Le commerce (exportations et importations) de la RDC avec les autres pays africains a chuté de 54,7 % de son commerce total (soit 9,2 milliards de dollars) en 2015 à 38,2 % (soit 8,5 milliards de dollars) en 2019 (figure 6). La valeur des exportations de biens de la RDC vers l'Afrique dépasse ses importations, ce qui se traduit par une balance commerciale positive avec le reste de l'Afrique depuis 2015, évaluée à 5 milliards de dollars en 2019. Selon les dernières données fiables de 2019, la valeur des exportations de la RDC vers l'Afrique a chuté de 16 % et les importations ont baissé de 2 %. En termes de part en pourcentage du commerce total, le commerce intra-africain de la RDC est resté entre 51 % et 55 % de 2015 à 2018, mais a baissé à 38 % à partir de 2019 (figure 6).

**Figure 6 Commerce intra-africain de biens de la RDC**



Note : le commerce intra-africain couvre 45 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens de 2015 à 2019.

Source : calculs de l'auteur basés sur la base de données de la World Integrated Trade Solution (WITS).

Au niveau des produits, la RDC exporte principalement des produits chimiques et des métaux vers le reste de l'Afrique, tandis qu'elle importe principalement des minéraux, des produits chimiques, des pièces de machines et des équipements électriques. Ses principales destinations d'exportation et sources d'importation sont la Tanzanie, la Zambie, l'Afrique du Sud et le Mozambique. Avec la Tanzanie, en 2019, les principales exportations étaient concentrées sur les produits métalliques

(95,9 %) et les produits chimiques (3,7 %) ; avec l'Afrique du Sud, les principales exportations concernaient également les produits chimiques (57,8 %) et les métaux (40,3 %) ; avec la Zambie, les principales exportations concernaient les minéraux (57,7 %), les métaux (34,3 %) et les produits chimiques (7,8 %). De même, la plupart des importations en provenance des quatre principales sources de la région étaient également concentrées dans les minéraux, les métaux, les machines et équipements électriques, les produits chimiques et les produits alimentaires.

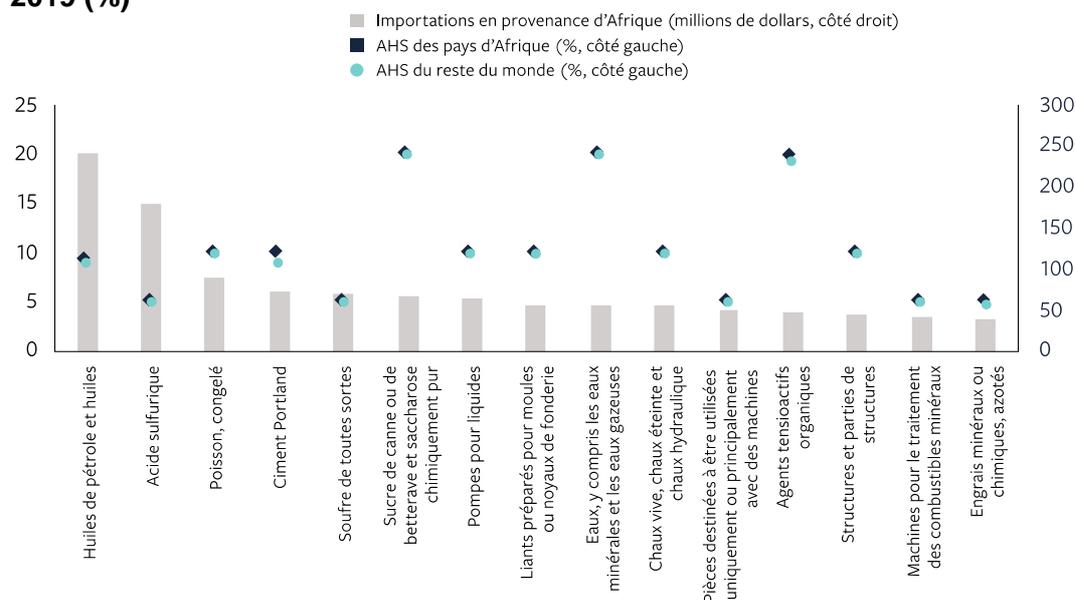
Les taux de droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF), pondérés en fonction des échanges, imposés par la RDC sur les importations en provenance des pays africains variaient entre 5 % pour la Libye et 20 % pour l'Algérie.<sup>9</sup> La RDC fait partie de trois communautés économiques régionales (CER) en Afrique : CEEAC, COMESA et SADC. Cependant, elle n'offre encore aucun tarif préférentiel à l'une de ces CER, bien qu'elle vise à harmoniser les règles entre les trois accords et pourrait offrir un accès préférentiel aux membres du COMESA (OMC, 2016). Le AHS est défini par la base de données de la WITS comme étant les taux tarifaires préférentiels existants les plus bas ou les tarifs NPF appliqués. La figure 7 montre les 15 principales importations de la RDC en provenance d'Afrique, qui représentent plus de la moitié de ses importations en provenance du continent. Elle montre également que les AHS imposés par la RDC (dans ce cas, les AHS seront les tarifs NPF appliqués) sur les importations des pays de l'UA sont largement similaires aux AHS imposés sur les importations du reste du monde. Comme le pays n'offre aucun traitement préférentiel à aucun pays, ce résultat était attendu.

Toutefois, dans le cadre de la ZLECA, les droits de douane devront être progressivement libéralisés par étapes, à l'exception des produits « sensibles » et de la « liste d'exclusion ». Les tarifs seront libéralisés (jusqu'à zéro) pour 90 % des lignes tarifaires sur une période de dix ans pour les pays les moins avancés (PMA) et de cinq ans pour les non PMA (Secrétariat de la ZLECA, 2021). Les produits sensibles ne doivent pas dépasser 7 % du total des lignes tarifaires, tandis que la liste d'exclusion ne doit pas dépasser 3 % du total des lignes tarifaires, la valeur limite des importations intra-africaines ne devant pas dépasser 10 % (ibid.). Par conséquent, la RDC devra harmoniser et internaliser les barèmes tarifaires ainsi que les normes à travers ses trois CER et la ZLECA.

---

<sup>9</sup> basé sur la base de données de la World Integrated Trade Solution.

**Figure 7 Taux de droits effectivement appliqués (AHS)\* sur les principaux produits importés par la RDC en provenance d'Afrique et du reste du monde, 2019 (%)**



Source : base de données de la World Integrated Trade Solution.

Les mesures non tarifaires (MNT), notamment les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, l'inspection avant expédition et le contrôle des prix et de la qualité, dont le nombre varie de 60 à 768 MNT imposées par le Niger et Maurice, respectivement<sup>10</sup>, affectent également les importations de la RDC en provenance d'autres membres de l'UA. Cela implique que les mesures non tarifaires qui continuent d'exister empêchent le commerce d'atteindre sa capacité maximale. Il serait donc vital d'aborder ces MNT dans le cadre de la ZLECA pour stimuler le commerce potentiel avec ces partenaires régionaux (Bouët et al., 2021 ; FMI, 2020). Cependant, le nombre de MNT n'indique pas l'ampleur de la restriction des échanges. La figure 8 montre plutôt les coûts commerciaux équivalents ad valorem<sup>11</sup> qui intègrent non seulement les coûts de transport internationaux et les tarifs, mais aussi d'autres composantes, y compris les coûts associés aux différences de langues, de monnaies et de procédures lourdes d'importation ou d'exportation.<sup>12</sup> Il montre également les coûts commerciaux équivalents ad valorem<sup>13</sup> entre la RDC et les partenaires commerciaux respectifs, en moyenne de 2015 à 2018.

Sur la base de cette mesure, le commerce entre la RDC et le Soudan implique des coûts supplémentaires s'élevant à environ 1425 % de la valeur des biens, par rapport à la situation lorsque ces deux pays échangent des biens à l'intérieur de leurs frontières. En d'autres termes, le commerce avec le Soudan est environ 14 fois plus cher que le commerce à l'intérieur de ses frontières (et vice versa).<sup>14</sup> Les données suggèrent également qu'à l'exception de 11 pays de l'UA, dont la Zambie, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, les coûts commerciaux bilatéraux de la RDC sont plus élevés avec la plupart des partenaires de l'UA qu'avec ceux situés en dehors

<sup>10</sup> Calculs de l'auteur basés sur la base de données du TRAINS, consultée en septembre 2021.

<sup>11</sup> Ou en proportion (%) de la valeur estimée des biens.

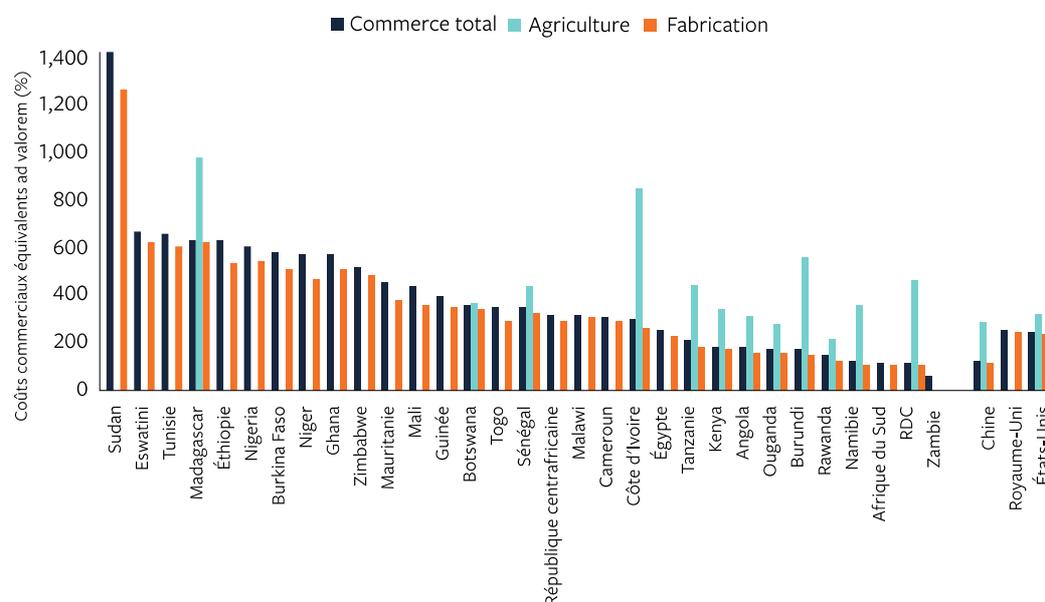
<sup>12</sup> C'est une moyenne pour tous les biens échangés, dont certains peuvent ne pas être échangés (ou très peu) dans la pratique en raison de coûts commerciaux prohibitifs. Cette mesure, élaborée par la CESAP et la Banque mondiale (2017), comprend tous les coûts liés au commerce international de biens avec un autre partenaire (c'est-à-dire de manière bilatérale) par rapport à ceux liés au commerce de biens au niveau national.

<sup>13</sup> Ou en proportion (%) de la valeur estimée des biens.

<sup>14</sup> Voir Arvis et al. (2011) pour une discussion complète de la méthodologie.

de la région (par exemple, la Chine, le Royaume-Uni, les États-Unis), ce qui représente à la fois un défi et une opportunité pour accroître la facilitation des échanges sur le continent, un rôle que jouera probablement la ZLECA.

**Figure 8 Coûts commerciaux bilatéraux ad valorem entre la RDC et ses partenaires respectifs (% , moyenne 2015-2018)**



Source : base de données de la Banque mondiale.

### 3.2 Statut de la mise en œuvre de la ZLECA par la RDC

La RDC a signé l'accord de la ZLECA en mars 2019 mais doit encore ratifier l'accord ou envoyer son offre à l'Union africaine (UA). La RDC travaille toutefois à la finalisation de la stratégie nationale qui bénéficiera des contributions clés de diverses parties prenantes du secteur public, du secteur privé, des médias, du parlement, des organismes professionnels, des groupes de la société civile, ainsi que des organisations de femmes et de jeunes (CEA, 2021).

La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a aidé le pays à concevoir la stratégie nationale par le biais de plusieurs réunions conjointes avec le Secrétariat de l'UA et le soutien de l'Union européenne. Le Ministère de l'industrie de la RDC indique que la mise en œuvre de la ZLECA peut potentiellement inverser l'impact économique négatif de la pandémie de Covid-19 sur l'Afrique, qui s'élève à 79 milliards de dollars en 2020, et contribuer à la croissance et à la résilience à long terme des économies africaines (CEA, 2020).

Divers experts en commerce et en développement ont expliqué que la RDC pourrait jouer un rôle essentiel dans le développement de chaînes de valeur régionales dans les industries manufacturières et agroalimentaires en fournissant des produits minéraux et agricoles clés au continent. Sa position géographique unique signifie également que la RDC pourrait être une passerelle pour relier les trois blocs économiques régionaux dont elle fait partie au reste de l'Afrique, d'autant plus que la RDC importe environ un quart de toutes les machines exportées par les nations africaines (Burger, 2021). La RDC pourrait également faciliter la création de corridors économiques à travers ses frontières avec neuf autres partenaires régionaux, ce qui pourrait entraîner une baisse des coûts de transport si cela est

complété par une meilleure infrastructure de transport et des pratiques améliorées de contrôle aux frontières. Cela permettrait d'améliorer l'accès aux marchés, de réduire le coût des intrants et de créer des synergies de production régionales pour une Afrique plus prospère.

Le gouvernement de la RDC, qui présidera l'UA de février 2021 à février 2022, encourage les pays africains à rompre le cercle vicieux de la dépendance des exportations de marchandises et à créer de la valeur ajoutée en renforçant les capacités de production et en développant le commerce intra-africain. La RDC sera donc au centre de ce nouveau plan pour l'UA. Un accent particulier sera également mis sur la création de chaînes de valeur régionales automobiles pour la RDC en attirant les investissements des fabricants d'équipements d'origine, en développant l'infrastructure locale requise et en concevant un plan automobile national pour soutenir le développement de l'automobile, en particulier pour les véhicules à batterie et électriques (Ministère de l'industrie, 2021). Ce secteur pourrait être lucratif, car la RDC est déjà un pionnier de l'exploitation du cobalt, avec 70 % des réserves mondiales. Le cobalt est un minéral utilisé dans la fabrication des batteries lithium-ion, tout comme d'autres minéraux dont le continent est riche : le manganèse, le graphite et le cuivre. Pour remonter la chaîne de valeur de la production de véhicules électriques, la RDC doit créer des opportunités pour relier le secteur extractif et le secteur manufacturier local afin de produire des précurseurs de batteries, des cellules de batteries, l'assemblage de cellules et des véhicules électriques. Cette politique est alignée sur le Pacte panafricain de l'automobile relevant du Secrétariat de la ZLECA, d'Afreximbank et de l'UA (Ministère de l'industrie, 2021).

Le Ministère du commerce de la RDC a organisé des réunions bilatérales avec des partenaires régionaux tels que le Kenya afin de stimuler le commerce bilatéral et d'optimiser les opportunités de la ZLECA (Punchline Africa Tv, 2021). Des réunions similaires ont également eu lieu avec l'Ouganda pour promouvoir le commerce transfrontalier en réduisant les barrières non tarifaires (BNT) et en simplifiant les régimes fiscaux.

Une simulation de la Banque mondiale (2020) suggère que la plus grande libéralisation est attendue en RDC (avec le Cameroun, le Nigeria, l'Éthiopie et Madagascar). À l'heure actuelle, la RDC impose un droit de douane moyen pondéré en fonction des échanges de 10 % (environ) sur les importations en provenance du continent et ce droit devrait être réduit à moins de 5 % dans le cadre de la ZLECA d'ici 2035. La RDC impose des BNT moyennes pondérées en fonction des échanges de plus de 40 % ; certains secteurs tels que l'immobilier et les services d'assurance enregistrent des BNT atteignant 104 %. Les simulations suggèrent que la libéralisation des BNT réduira les coûts associés de 13 % et les coûts globaux de 50 % pour la RDC. En outre, un scénario incluant la mise en œuvre de l'accord de facilitation des échanges dans le cadre de la ZLECA pourrait réduire davantage les coûts commerciaux de 10 % pour la RDC.

Alors que la RDC est identifiée comme l'un des pays qui bénéficierait de l'expansion des importations intra-africaines par rapport aux autres pays, les simulations de la Banque mondiale (2020) suggèrent également que la RDC sera l'un des pays qui connaîtra le plus faible gain en termes d'expansion des exportations intra-africaines. Cependant, suite à la libéralisation tarifaire, les recettes tarifaires devraient diminuer de 3,4 %, tandis que les recettes fiscales totales pourraient diminuer de 0,9 % une fois que les produits sensibles seront libéralisés après cinq ans (ibid.) Néanmoins, la mise en œuvre de la ZLECA devrait augmenter le revenu réel de 10 % (par

rapport à la base de référence) et sortir 4,8 millions de personnes de la pauvreté modérée d'ici 2035 (ibid.).

## 4 Opportunités et défis pour le commerce et l'investissement de la RDC

Sur la base de l'analyse de la performance macroéconomique de la RDC, du paysage du commerce et de l'investissement et de la mise en œuvre de la ZLECA dans les sections précédentes, nous résumons les considérations SWOT suivantes (forces, faiblesses, opportunités et menaces) pour les perspectives de commerce et d'investissement de la RDC.

<p><b>Forces</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Population jeune et de plus en plus instruite.</li> <li>• Programme d'éducation gratuite par le gouvernement.</li> <li>• Réduction de la pauvreté au cours des deux dernières décennies.</li> <li>• Déficit budgétaire en baisse.</li> <li>• Une politique de pro-industrialisation, axée sur la création de liens dans les chaînes de valeur régionales.</li> <li>• Les frontières bien connectées avec neuf partenaires régionaux placent la RDC au centre du commerce transfrontalier.</li> <li>• Un arrangement commercial tripartite avec l'adhésion à la CEEAC, au COMESA et à la SADC.</li> <li>• Une bonne performance en matière de gestion de la politique de la dette, de ressources humaines, d'environnement réglementaire d'affaires et d'efficacité de la mobilisation des recettes par rapport aux autres pays africains.</li> <li>• La forte résilience du secteur minier a favorisé la croissance du PIB malgré la pandémie, associée à la hausse des prix internationaux des marchandises.</li> <li>• Producteur de 70 % des réserves mondiales de cobalt, avec d'importantes réserves de cuivre.</li> <li>• La croissance des investissements sur site vierge dans les énergies renouvelables, l'exploitation minière et l'agroalimentaire.</li> </ul>
<p><b>Faiblesses</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte dépendance de l'industrie d'exportation vis-à-vis du secteur extractif qui expose l'économie aux chocs des prix mondiaux, avec des implications sur le revenu des ménages et la viabilité budgétaire.</li> <li>• Dépendance à l'égard des importations de machines et d'équipements électriques.</li> <li>• Incidence élevée des barrières non tarifaires et autres coûts commerciaux qui freinent la croissance des exportations et des importations.</li> <li>• Un classement comparativement faible parmi les pays africains en termes de préparation au numérique.</li> <li>• Mauvaises performances en matière de sophistication de la logistique commerciale, de rapidité, de disponibilité d'infrastructures fiables et de traitement des expéditions.</li> <li>• N'offre pas de tarif préférentiel à aucun pays ; doit encore offrir des préférences tarifaires ou internaliser les CER ou l'accord de la ZLECA.</li> </ul>
<p><b>Opportunités</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une situation géographique et une position stratégiques au sein de la CEEAC, du COMESA, de la SADC et de la ZLECA pour s'emparer de la base du marché</li> </ul>

	<p>continental dans le secteur de l'automobile, en particulier des packs de batteries et des véhicules électriques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des efforts bilatéraux continus pour accroître le commerce transfrontalier avec les partenaires régionaux, notamment avec neuf pays qui partagent sa frontière.</li> <li>• Attirer des investissements substantiels de la part des fabricants d'équipements d'origine, en développant l'infrastructure locale requise et en concevant un plan automobile national pour stimuler la production nationale.</li> <li>• Interventions visant à stimuler la valeur ajoutée dans les exportations de produits manufacturés et à établir des chaînes de valeur régionales dans l'agroalimentaire, le secteur automobile et le traitement des minéraux.</li> <li>• Promotion et facilitation des exportations de minerai et de produits en cuivre, de plantes utilisées en parfumerie ou en pharmacie, d'huiles de pétrole légères, de bois tropicaux et d'autres minerais, notamment de cobalt, de niobium, de tantale et de vanadium.</li> </ul>
<p><b>Menaces (risques)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une forte incidence de l'instabilité politique et de la pauvreté qui pourrait être exacerbée par de nouvelles vagues d'épidémie de Covid-19 ou d'autres maladies et malaises, et les risques associés à la viabilité budgétaire tels que l'augmentation de la dette publique.</li> <li>• Retards dans la mise en œuvre de la ZLECA et coûts élevés (mesures tarifaires et non tarifaires) du commerce intra-africain.</li> <li>• Volatilité des prix mondiaux affectant les exportations et flambée des prix des denrées alimentaires.</li> <li>• Augmentation de la facture des importations avec de faibles réserves internationales.</li> </ul>

# Références

AfCFTA Secretariat (2021) 'Overview: the schedule of tariff concessions (<https://afcfta.au.int/en/schedules-tariff-concessions>).

AfDB – African Development Bank Group (2021) 'Economic outlook: Democratic Republic of Congo' ([www.afdb.org/en/countries-central-africa-democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-economic-outlook](http://www.afdb.org/en/countries-central-africa-democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-economic-outlook)).

Afrik21 (2020a) 'DRC: Sun Plus launches 1,000 MWp solar PV mega project under PPP', 24 August ([www.afrik21.africa/en/drc-sun-plus-launches-1000-mwp-solar-pv-mega-project-under-ppp/](http://www.afrik21.africa/en/drc-sun-plus-launches-1000-mwp-solar-pv-mega-project-under-ppp/)).

Afrik21 (2020b) 'Africa: RBH invests US\$ 20m in DPA to provide solar energy', 3 November ([www.afrik21.africa/en/africa-rbh-invests-20m-in-dpa-to-provide-solar-energy/](http://www.afrik21.africa/en/africa-rbh-invests-20m-in-dpa-to-provide-solar-energy/)).

ANAPI – Agence Nationale de Promotion des Investissements (National Investment Promotion Agency) (DRC) (2019) 'Investment opportunities by sector in DRC'. Kinshasa: Ministry of Planning ([https://investindrc.cd/en/IMG/pdf/opportunities\\_englishvf.pdf](https://investindrc.cd/en/IMG/pdf/opportunities_englishvf.pdf)).

Arvis, J., Duval, Y., Shepherd, B. and Utoktham, C. (2012) *Trade costs in the developing world: 1995–2010*. ARTNeT Working Paper Series 121/December. Asia-Pacific Research and Training Network on Trade ([www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf)).

Bouët, A., Tadesse, G. and Zaki, C., (eds) (2021) *Africa agriculture trade monitor*. Kigali and Washington DC: AKADEMIYA2063 and International Food Policy Research Institute.

Burger, S. (2021) 'DRC, as a keystone in AfCFTA, can link regional value chains' ([www.engineeringnews.co.za/article/drc-as-a-keystone-in-afcfta-can-link-regional-value-chains-2021-03-03/rep\\_id:4136](http://www.engineeringnews.co.za/article/drc-as-a-keystone-in-afcfta-can-link-regional-value-chains-2021-03-03/rep_id:4136))

ESCAP–WB – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific and World Bank (2017) 'ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users' ([www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf)).

FDI Intelligence (2021) 'Democratic Republic of Congo bucks trend with rise in FDI in 2020', 25 March ([www.fdiintelligence.com/article/79609](http://www.fdiintelligence.com/article/79609)).

IMF – International Monetary Fund (2020) 'The African Continental Free Trade Area: potential economic impact and challenges'. IMF Staff Discussion Note

SDN/20/04 ([www.imf.org/-/media/Files/Publications/SDN/2020/English/SDNEA2020004.ashx](http://www.imf.org/-/media/Files/Publications/SDN/2020/English/SDNEA2020004.ashx)).

IMF (2021a) 'IMF country report 21/168 – Democratic Republic of Congo'.

IMF (2021b) 'Fiscal monitor: database of country fiscal measures in response to the COVID-19 pandemic'.

ITA – International Trade Administration, United States (2021) 'Democratic Republic of Congo – country commercial guide' ([www.trade.gov/country-commercial-guides/democratic-republic-congo-market-overview](http://www.trade.gov/country-commercial-guides/democratic-republic-congo-market-overview)).

ITC – International Trade Centre (2020) TradeMap database ([www.trademap.org](http://www.trademap.org)).

Ministry of Industry (2021) 'DRC – Africa Business Forum 2021 concept note' ([www.afdb.org/sites/default/files/documents/concept\\_note\\_26\\_-10\\_-2021\\_s.pdf](http://www.afdb.org/sites/default/files/documents/concept_note_26_-10_-2021_s.pdf)).

Punchline Africa Tv (2021) 'Kenya, DRC launch trade mission to boost bilateral trade' ([www.punchlineafricatv.com/2021/11/02/kenya-drc-launch-trade-mission-to-boost-bilateral-trade/](http://www.punchlineafricatv.com/2021/11/02/kenya-drc-launch-trade-mission-to-boost-bilateral-trade/)).

UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2020) *World investment report: international production beyond the pandemic*. UNCTAD/WIR/2020.

UNCTAD (2021) *World investment report: investing in sustainable recovery*. UNCTAD/WIR/2021.

UNDESA-PD – United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2019) *World population prospects 2019* (online edition, rev 1).

UNDP – United Nations Development Programme (2020) 'Congo (Democratic Republic of): the next frontier: human development and the anthropocene'. Briefing note for countries on the 2020 human development report (<http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/COD.pdf>).

UNECA – United Nations Economic Commission for Africa (2020) 'AfCFTA strategy to chart a path for lifting millions out of poverty in DRC' ([www.uneca.org/storyst/afcfta-strategy-chart-path-lifting-millions-out-poverty-drc](http://www.uneca.org/storyst/afcfta-strategy-chart-path-lifting-millions-out-poverty-drc)).

UNECA (2021) 'ECA supports DRC to organize workshop to validate its national AfCFTA implementation strategy' ([www.uneca.org/stories/eca-supports-drc-to-organize-workshop-to-validate-its-national-afcfta-implementation](http://www.uneca.org/stories/eca-supports-drc-to-organize-workshop-to-validate-its-national-afcfta-implementation)).

World Bank (2020) 'The African Continental Free Trade Area: economic and distributional effects'. Washington DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf>).

World Bank (2021a) 'Democratic Republic of Congo. overview' ([www.worldbank.org/en/country/drc/overview](http://www.worldbank.org/en/country/drc/overview))

World Bank (2021b) 'World development indicators' (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.IN>).

## Note de synthèse de l'ODI

World Bank (2021c) 'DR Congo' in 'Macro-poverty outlook: country-by-country analysis and projections for the developing world'. World Bank Annual Meetings (<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/bae48ff2fefc5a869546775b3f010735-0500062021/related/mpo-eth.pdf>).

WTO – World Trade Organization (2016) 'Trade policy review: Democratic Republic of Congo' ([www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/tp398\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp398_e.htm)).